

Guerre et paix en Europe, conquête et cession en Nouvelle-France

Michel De Waele

Numéro 115, automne 2013

Une colonie face à son destin. Le traité de paris de 1763

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/70078ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Les Éditions Cap-aux-Diamants inc.

ISSN

0829-7983 (imprimé)

1923-0923 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

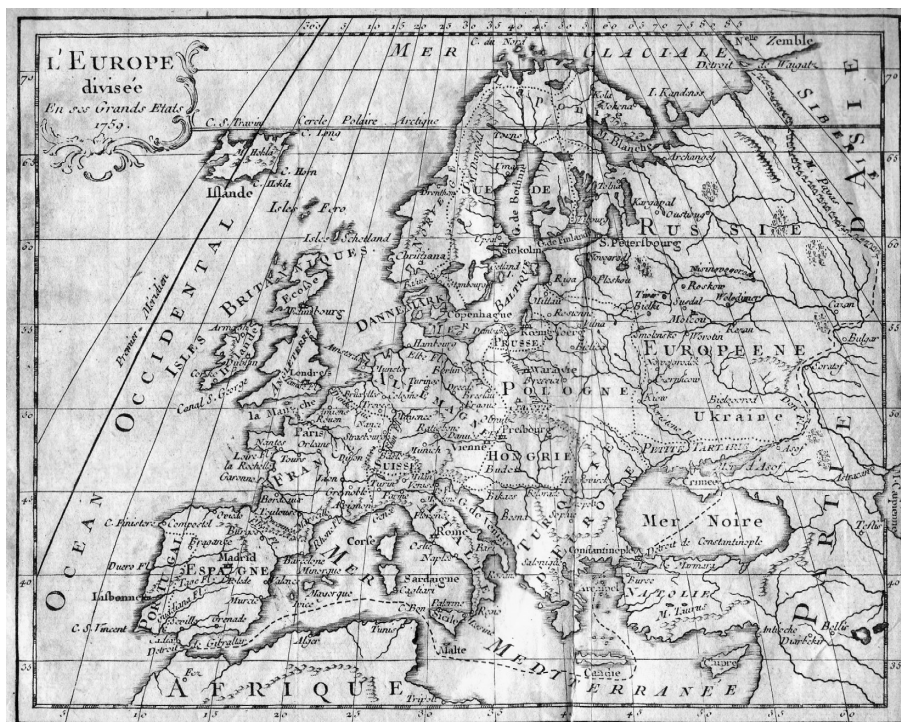
De Waele, M. (2013). Guerre et paix en Europe, conquête et cession en Nouvelle-France. *Cap-aux-Diamants*, (115), 11–14.

GUERRE ET PAIX EN EUROPE, CONQUÊTE ET CESSION EN NOUVELLE-FRANCE

par Michel De Waele

En octobre 1759, l'avocat parisien Edmond-Jean-François Barbier écrit dans la chronique qu'il tient du règne de Louis XV que : « Les Anglois ont fait le siège de la ville de Québec et s'en sont enfin rendus maîtres. La capitulation, avec les honneurs de la guerre, est du 18 septembre. Ils sont par ce moyen en possession de tout le Canada, dont la perte est considérable pour nous, et ils s'empareront ainsi de toutes nos possessions dans l'Amérique, les unes après les autres, par cette supériorité de marine, et feront ainsi tout le commerce. » L'avenir lui donne raison, car le traité de Paris décide du démembrement par-

tiel du premier empire colonial français. La conquête militaire de la Nouvelle-France, achevée le 8 septembre 1760 par la capitulation de Montréal, n'entraîne toutefois pas automatiquement un transfert de souveraineté définitif à la Grande-Bretagne. Pourquoi, alors, les territoires français d'Amérique du Nord lui sont-ils cédés? Le texte qui suit fait une distinction entre la Conquête qui est une réalité militaire avec ses conséquences sur le terrain, et la cession qui est une réalité juridique et diplomatique. Leurs logiques ne sont pas les mêmes. Nous examinerons d'abord la logique de la guerre et de la paix qui influence



L'Europe divisée En ses Grands Etats 1759. Carte de l'Europe dressée en 1763 avec le méridien origine à l'île du Fer (Canaries). (Wikimedia Commons).



George II, roi de Grande-Bretagne, d'Irlande, etc. Huile sur toile par Thomas Hudson, 1744, conservée à la National Portrait Gallery de Londres. (Wikimedia Commons).

les affaires européennes du temps. Par la suite, la fortune des différents États impliqués dans la guerre de Sept Ans sera évoquée. Nous terminerons en nous penchant sur l'échec de l'alliance austro-française qui force Paris à abandonner une grande partie de ses territoires coloniaux.

GUERRE ET PAIX AU XVIII^E SIÈCLE

Entre 1740 à 1763, les principaux États européens se font la guerre pendant près de seize ans. La guerre de la Succession d'Autriche secoue le continent et les colonies de 1740 à 1748 pour se

TRAITÉ DE PAIX
 CONCLU
 ENTRE
 SA MAJESTÉ
LE ROI DE POLOGNE
ELECTEUR DE SAXE
 ET
 SA MAJESTÉ
LE ROI DE PRUSSE
 AU
 CHATEAU DE HUBERTSBURG
 LE 15 FEVR. 1763.
 A RATISBONNE
 CHEZ HENRY GODOTROT SUNKEL.

Traité d'Hubertsbourg signé le 15 février 1763 entre Frédéric II de Prusse et Marie-Thérèse d'Autriche (cinq jours après le traité de Paris). Il met fin à la troisième guerre de Silésie. (www.europeana.eu).

conclure par la signature du traité d'Aix-la-Chapelle. Puis, de 1755 à 1763, la guerre de Sept Ans embrase l'Europe et le monde, au point où certains historiens n'hésitent pas à parler dans son cas de la « première guerre mondiale ». Si cette appellation peut paraître exagérée, après tout ce sont essentiellement les États européens et leurs colonies qui s'affrontent, elle rappelle la complexité d'un conflit qui ne peut se résumer à un théâtre d'opérations circonscrit.

Les nombreuses guerres menées par Louis XIV entre 1667 et 1713 avaient illustré à quel point il était devenu vain de chercher l'agrandissement territorial et la gloire qui l'accompagnait par la voie des armes. À la mort du Roi-Soleil, la France, complètement épuisée et gouvernée par un roi mineur – Louis XV est né en le 15 février 1710 –, n'est plus en mesure de mener la guerre contre l'Europe, comme elle l'avait fait au cours du règne précédent. L'Angleterre n'est pas plus en état de reprendre les hostilités. Là, une nouvelle dynastie monte sur le trône en août 1714, alors que George I^{er} de Hanovre, un parent très éloigné de la reine Anne, lui succède. Allemand, il est beaucoup

plus préoccupé par ce qui se passe sur le continent que par les besoins de ses nouveaux sujets dont il parle à peine la langue. La fragilité des deux couronnes amène les deux royaumes à œuvrer pour la paix et la stabilité en Europe. L'équilibre entre les puissances et la stabilité recherchée sur le continent ne peut dorénavant être assurés que par des systèmes d'alliances entre les États.

Toutefois, la nécessité de s'allier ne se traduit pas par la conclusion d'ententes fermes à long terme, d'autant que l'arrivée de nouveaux joueurs sur la scène internationale change progressivement la donne diplomatique. La Prusse et la Russie s'invitent dans le concert des nations européennes durant la deuxième moitié du XVII^e siècle, et s'affirment au cours du XVIII^e siècle en développant des politiques agressives à l'égard de leurs voisins immédiats, Suède et

Autriche. L'opposition austro-prussienne éclate au grand jour en 1740, alors que les armées prussiennes de Frédéric II, profitant de la montée sur le trône autrichien d'une jeune femme de 23 ans, Marie-Thérèse, envahissent sans avertissement la riche province minière de Silésie. Cette action embrase l'ensemble du continent de 1740 à 1748. La France, animée par une longue histoire de lutte contre la maison d'Autriche, prend le parti de la Prusse dans ce conflit, alors que l'Angleterre combat aux côtés des Autrichiens.

La fortune des armes se divise entre 1744 et 1748. La France s'empare de territoires importants aux dépens des Pays-Bas, traditionnellement protégés par la Grande-Bretagne depuis la fin du Moyen Âge, mais celle-ci réussit à enlever Louisbourg. La paix d'Aix-la-Chapelle rétablit la situation *ante bellum*, à l'exception de la Silésie que la Prusse peut conserver. L'équilibre européen est ainsi préservé, au grand désarroi des militaires sur le terrain qui ne comprennent pas pourquoi ils doivent abandonner leurs conquêtes. Ainsi, en 1748, le maréchal Maurice, comte de Saxe, qui s'est emparé d'une partie des Pays-Bas au nom du roi de France, ne peut qu'écrire à Jean-Frédéric Philypeaux, comte de



Frédéric II, roi de Prusse (1712-1786); huile sur toile d'Anton Raff, 1781. (Palais de Charlottenburg).

Maurepas : « Je ne connais rien à votre diable de politique; je vois, je sais que le roi de Prusse a pris la Silésie et qu'il l'a gardée, et je voudrais que nous puissions faire de même. » À Paris, qualifier quelque chose de « bête comme la paix » devient une expression populaire. L'insatisfaction est généralisée, rendant presque inévitable un nouveau conflit.

MALHEURS ET GRANDEURS DE LA GUERRE

Deux rivalités fondamentales remettent le feu aux poudres : la première est coloniale et met aux prises la France et la Grande-Bretagne en Amérique du Nord et aux Indes, alors que la seconde est européenne et oppose la Prusse et l'Autriche. Fait à noter, l'année 1756 voit le paysage diplomatique européen être complètement bouleversé. La Grande-Bretagne, alarmée par la puissance française, cherche à créer une alliance continentale contre les forces de Louis XV. Un accord est d'abord conclu avec la Russie, qui prévoit que la tsarine Élisabeth recevra 100 000 livres par année en temps de paix, 500 000 annuellement en cas de guerre. Ce traité n'alarme pas outre mesure la France, mais fait réagir fortement la Prusse qui craint de voir les forces russes l'attaquer. Frédéric entame alors des approches vis-à-vis de Londres qui mènent à la signature d'une alliance défensive. Ce rapprochement offre l'occasion à l'Autriche d'essayer d'isoler la Prusse sur le plan continental en s'alliant avec la France. Ces événements prennent place alors que les hostilités ont commencé en Amérique du Nord et que l'Europe continentale vit ses derniers instants de paix.

La guerre qui se solde par le traité de Paris commence sous de bons auspices pour les troupes de Louis XV et leurs alliés. En Amérique du Nord, les tentatives des Britanniques pour sécuriser la frontière de l'Ohio tournent au désastre. George Washington d'abord, Edward Braddock ensuite sont défaits par les forces françaises et amérindiennes coalisées en 1754 et 1755. En Inde,

le jeune roi du Bengale marche contre le comptoir britannique de Calcutta qu'il prend, avec l'aide de quelques troupes françaises, en juin 1756. En Europe, l'île de Minorque, conquise par les Britanniques au début du siècle, tombe aux mains des troupes de Louis XV. En 1757, alors que Louis-Joseph Montcalm, marquis de Montcalm, emporte le fort William Henry, William Augustus, duc de Cumberland, perd le Hanovre, berceau de la dynastie au pouvoir dans les îles Britanniques. Cette perte expose dangereusement la Prusse aux attaques de ses ennemis. Rien ni personne ne semble être en mesure de freiner la marche victorieuse des Franco-Autrichiens.

La fortune des armes est toutefois capricieuse. En novembre 1757, les troupes prussiennes écrasent les Français à Rossbach, en Saxe. Un mois plus tard, ce sont les Autrichiens qui sont battus à Leuthen, en Silésie. Les armées de Louis XV sont lentement mais sûrement repoussées hors du territoire allemand, alors que les Britanniques montent une offensive en Amérique du Nord. Louisbourg en 1758, Québec en 1759 et plusieurs îles des Antilles tombent entre leurs mains. Dans l'océan Indien, une tentative française de s'emparer de Madras échoue. Désireux de reprendre l'offensive, le gouvernement français prépare un plan d'invasion de la Grande-Bretagne, mais les navires



Louis XV, roi de France (1710-1774). Huile sur toile de Louis-Michel van Loo. (Bibliothèque et Archives Canada).

chargés d'escorter les soldats à travers la Manche sont détruits au cours d'une série de batailles qui culmine au large du port portugais de Lagos, en août 1759, et dans la baie de Quiberon, trois mois plus tard.

Le cours de la guerre bascule ainsi complètement en 1758-1759. La France et ses alliés perdent totalement l'initiative. L'entrée de l'Espagne dans la mêlée, en janvier 1762, ne change rien à la situation, les Britanniques attaquant et s'emparant des deux principaux ports coloniaux espagnols : La Havane, pourtant réputée imprenable, et Manille. Sur le continent, l'Autriche perd tout espoir de victoire lorsque la Russie, jusque-là son alliée, l'abandonne au profit de la Prusse au lendemain de la mort de la tsarine. Le traité d'Hubertsbourg du mois de janvier 1763 met un terme au conflit austro-prussien en rétablissant la situation *ante bellum* : la Silésie demeure prussienne.

L'ÉCHEC D'UNE ALLIANCE

Après un début prometteur, l'alliance franco-autrichienne connaît maints déboires. *Annus mirabilis* pour les uns, *annus horribilis* pour les autres, l'année 1759 décide du sort de la guerre, alors que, des deux côtés de la Manche, l'opinion publique se fait de plus en plus insistante en faveur de la paix. Les journaux et pamphlets s'indignent des coûts liés aux hostilités. Les problèmes politiques intérieurs minent également le gouvernement des deux royaumes. Accusé d'être un jouet entre les mains de Jeanne-Antoinette Poisson, marquise de Pompadour, sa maîtresse, Louis XV perd le respect de ses sujets et la monarchie de sa superbe. En Angleterre, la mort de George II, en octobre 1760, entraîne l'accession au trône d'un jeune monarque de 22 ans qui, dans une de ses premières déclarations publiques, fait référence à cette guerre « sanglante et onéreuse » qu'il espère voir se terminer le plus rapidement possible. Malgré ses victoires sur terre et sur mer, la Grande-Bretagne se présente ainsi aux négociations de paix dans



L'impératrice Marie-Thérèse d'Autriche (1717-1780); huile sur toile de Martin van Meytens, 1759, conservée à l'Académie des beaux-arts de Vienne. (Wikimedia Commons).

une situation de faiblesse relative, ce qui permet à la France d'obtenir des concessions inespérées. La restitution de la Guadeloupe et de la Martinique est considérée par certains Britanniques comme une trahison. La paix, écrit John Wilkes dans *The North Briton* du 11 septembre 1762, doit être conforme aux succès de la guerre. Le 11 décembre, il ne peut que clamer son indignation après avoir vu les articles préliminaires du traité de Paris. Mais certains planteurs britanniques installés dans les îles ne voulaient pas voir la canne à sucre de Guadeloupe concurrencer la leur sur le marché britannique. Leurs doléances

sont entendues à Londres qui préfère consolider son assise en Amérique du Nord. La France ne perd pas tout avec la signature du traité de Paris. Toutefois, ses revers l'obligent à de nombreuses concessions. Celles-ci ne peuvent se matérialiser en Europe. La volonté de préserver l'équilibre continental se traduit par un rétablissement des frontières *ante bellum*. La France ne peut ainsi que céder des territoires coloniaux, la Nouvelle-France au premier titre. ■

Michel De Waele est professeur titulaire au Département d'histoire de l'Université Laval.